# Déclin, modèle français et mondialisation

Sylvain Brouard, Vincent Tiberj

▶ **To cite this version:**

Sylvain Brouard, Vincent Tiberj. Déclin, modèle français et mondialisation. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2006. hal-01063708

**HAL Id: hal-01063708**

**https://sciencespo.hal.science/hal-01063708**

Submitted on 12 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le Baromètre Politique Français (2006-2007)
# CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur

## 1ère vague – Printemps 2006

## DECLIN, MODELE FRANÇAIS ET MONDIALISATION

Sylvain BROUARD, Vincent TIBERJ

CEVIPOF

*Centre de Recherches Politiques de Sciences Po*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

***Enquête réalisée par :***

ifop

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront également déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007.

# Citation du Baromètre Politique Français

Pour toute utilisation du Baromètre Politique Français ou de ses résultats, il convient d'utiliser la citation suivante :

- « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur».

Un acronyme peut-être utilisé :

- « BPF (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur ».

Il convient d'accompagner toute citation d'une note de bas de page indiquant:

- "Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP. Les données seront également déposées et disponibles auprès du Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007".

Pour plus d'informations, contactez : viviane.lehay@sciences-po.fr

# Déclin, modèle français et mondialisation[1]

Les questions et les tensions autour du modèle social français ont traversé, depuis sa campagne sur la « fracture sociale », les deux présidences de Jacques Chirac. Que l'on se remémore durant son second mandat les débats autour de la loi Fillon sur les retraites, ou plus récemment les contestations autour du CNE et du CPE, les inquiétudes récurrentes à l'égard du pouvoir d'achat, de la précarisation des emplois, la scansion lancinante des délocalisations d'usines et des plans sociaux, la France se caractérise aujourd'hui par une crise de confiance économique, sans commune mesure même avec les années les plus noires de la décennie 90. En juin 2004, seulement 14% des Français interrogés considéraient que la situation économique en France s'était améliorée et 27% qu'elle était restée la même. En 1995, l'année de la « fracture sociale », ils étaient 16.5% à considérer qu'elle s'était améliorée et 40,5% qu'elle était restée la même. Autrement dit, à la sortie de la séquence électorale de 2004, les Français étaient encore plus pessimistes que neuf ans plus tôt[2], alors même que la conjoncture économique s'était inversée en 1998. Le chômage, première préoccupation des Français depuis de nombreuses années, à l'exception de l'année 2002 où il a fait jeu égal avec l'insécurité[3], n'a cessé d'augmenter dans les craintes des Français depuis la dernière élection présidentielle.

Cette crispation socio-économique autour d'une France qui doute a été également interprétée au regard des tensions autour de l'identité nationale française, notamment après le référendum européen de 2005. En effet, derrière les thématiques de campagne du « plombier polonais » et de la directive Bolkenstein s'exprimaient simultanément les craintes traditionnelles suscitées par l'immigration et l'ouverture des frontières et les inquiétudes pour l'emploi national, comme si le souverainisme et l'europhobie traditionnelle d'une part et l'anti-libéralisme d'autre part se retrouvaient dans un même « vertige social-nationaliste » selon l'expression de Domnique Reynié[4]. Certains analystes et responsables politiques ont interprété ce phénomène comme un repli, voire un déclin de la France, celle d'un pays qui se referme sur son système social et économique, alors qu'il aurait besoin, selon eux, de réformes structurelles de grande ampleur, comme ses voisins les ont effectuées. Que l'on évoque la flex-sécurité ou la libéralisation du marché du travail, que ces réformes soient de « rupture » ou non, c'est le portrait d'un pays en « résistance » pour certains, « archaïque » pour d'autres qui se dessinerait.

La présente note vise à dessiner les réactions de l'électorat face à la problématique de la mondialisation et du déclin français et à dresser un bilan des attitudes à l'égard du modèle social français et du libéralisme. Elle montre comment ces questions traversent, bien que manière différente, les électorats et les groupes sociaux, et cherche à en expliquer les ressorts.

[1] Les résultats présentés ont systématiquement fait l'objet de pondérations.
[2] Sources : EES 2004, CEVIPOF-Sofres, 1995.
[3] Source : baromètre annuel de la CNCDH.
[4] Dominique Reynié, *Le vertige social-nationaliste, La gauche du Non*, Paris, La Table Ronde, 2005.

***Les multiples facettes du déclin français***

La thématique d'une France qui décline, d'une France qui régresse ou qui prend du retard dans la compétition internationale a connu un certain succès, à tel point que le Premier Ministre Domnique de Villepin a fustigé les « déclinologues », accusés de jouer les Cassandre et d'entamer le moral de la communauté nationale, alors qu'un des objectifs affichés du gouvernement était de redonner confiance aux Français. Mais derrière ce terme de déclin qu'entend-on ? Y a t-il consensus dans l'électorat quant à celui-ci ? Le portrait que dressent les Français de leur pays et de sa place comparée aux autres démocraties est-il foncièrement négatif ou bien plus nuancé ? Gauche et droite se retrouvent-elles quant au diagnostic du « mal français » et aux remèdes à y apporter ?

*Une France des déclins*

*Tableau 1 : L'opinion des Français sur le déclin du pays et de certains secteurs*

| | En progrès | En déclin | Ni l'un ni l'autre | Total | Différentiel progrès –déclin |
|---|---|---|---|---|---|
| La France en général | 8 | 52 | 40 | 100 | -44 |
| Le pouvoir d'achat | 7 | 74 | 19 | 100 | -67 |
| L'école et l'université | 19 | 48 | 33 | 100 | -29 |
| Le système de santé | 31 | 47 | 22 | 100 | -16 |
| Son influence dans le monde | 19 | 46 | 35 | 100 | -27 |
| La solidarité dans la société | 24 | 45 | 31 | 100 | -21 |
| La compétitivité des entreprises | 22 | 42 | 36 | 100 | -20 |
| La recherche et l'innovation | 40 | 32 | 28 | 100 | 8 |
| Le rayonnement culturel | 36 | 23 | 41 | 100 | 13 |

La France est majoritairement jugée en déclin (52%), 8% seulement la considérant en progrès. De plus, cette appréciation fait consensus dans l'ensemble de l'électorat puisqu'elle ne varie que très peu selon l'orientation à droite ou à gauche des électeurs, selon qu'ils sont très diplômés ou pas du tout ou selon leur position dans la hiérarchie sociale (52% des cadres et professions intellectuelles jugent l'Hexagone en déclin, tout comme 54% des employés et 50% des ouvriers). C'est donc bien le pessimisme qui domine.

Mais celui-ci touche de manière différente les domaines qui fondent le modèle français. Il n'y a que deux secteurs où les Français considèrent plus souvent que leur pays progresse : la recherche et l'innovation d'une part, le rayonnement culturel d'autre part. Ce dernier thème ne suscite un sentiment de déclin que chez 23% des Français, ce sentiment n'étant pas sensible aux sympathies politiques diverses (20% à 27% des répondants selon leur inclinaison politique) et ne rassemblant plus de pessimistes que d'optimistes que parmi les titulaires d'un diplôme supérieur au DEUG (31% contre 25%).

Pour le reste et sur des enjeux forts pour l'avenir du pays, c'est l'impression d'une perte de vitesse qui prévaut. Le pouvoir d'achat est le domaine dans lequel le déclin est le plus ressenti (74%). Ce sentiment fait l'objet d'un quasi-consensus des répondants quel que soit leur positionnement politique (culminant néanmoins à gauche avec 81% contre 70% à droite) ou leur position dans la société.

Ainsi 71% des cadres et professions intellectuelles supérieures, 80% des professions intermédiaires, 75% des ouvriers et 77% des employés considèrent la France en déclin sur le pouvoir d'achat. Sur des thèmes aussi différents que l'influence de la France dans le monde, l'école et l'université, le système de santé, la solidarité dans la société et la compétitivité des entreprises, près de la moitié des Français (entre 42 et 48%) pensent que le pays est en déclin. Celui-ci est donc à la fois ressenti sur la scène nationale mais aussi sur la scène internationale. C'est une double crise qui se fait jour ici, celle d'un modèle social en mutation et de tensions fortes autour du lien social, et celle de la France puissance économique et politique en perte de vitesse. La recherche et l'innovation peuvent permettre un retour d'optimisme mais, indépendamment de ces deux secteurs, il ne semble rester à l'avantage du pays qu'un élément de puissance symbolique : le rayonnement de la culture française. Celui-ci ne semble guère être en mesure pour les Français de compenser les déficits de confiance qui touchent les éléments économiques et politiques qui fondent le poids d'un pays sur la scène internationale.

Ce sentiment général du déclin ne fait pas toujours l'objet d'un consensus social et politique. Dans plusieurs domaines, on constate des lignes de fracture au sein de l'électorat. Des dissensus traversent l'opinion quant à la profondeur des « maux français ». Le déclin de la compétitivité des entreprises culmine par exemple parmi les électeurs du centre et de la droite (respectivement 44% et 49% contre 37% à gauche), alors qu'à gauche c'est le déclin du système de santé et de la solidarité dans la société qui est mis en avant (respectivement 56% et 59% contre 34% et 40% à droite). La ligne de fracture est différente en ce qui concerne le déclin de la recherche et de l'innovation. En effet, quand 44% des personnes qui se situent à droite les considèrent en progrès contre 32% en déclin, 42% de celles qui se situent à gauche les jugent en déclin contre 31% en progrès. Ce sont, en creux, deux conceptions, deux préconisations et deux thérapeutiques qui apparaissent portées par la France de gauche et la France de droite. D'une part, celle d'une restauration de la solidarité dans la Cité et vraisemblablement de lutte contre des inégalités perçues comme croissantes dans l'Hexagone, d'autre part celle de l'adaptation de la France à la nouvelle donne économique et de sa modernisation.

*Les causes du déclin*

Le jugement sur le déclin global de la France découle de manière prédominante de deux facteurs. En premier lieu, le diagnostic de la perte de l'influence française dans le monde est très étroitement associé au sentiment du déclin de la France en général. En second lieu, celui-ci s'enracine dans la perception d'une régression économique liée au déclin du pouvoir d'achat : 84% de ceux qui pensent que la France est en déclin considèrent que le pouvoir d'achat décline. 60% de ceux qui pensent que le pouvoir d'achat est en déclin pensent que la France l'est également. Le tableau ci-dessous met en évidence l'effet de la conjonction de ces deux facteurs. Ainsi, le sentiment d'un double déclin du pouvoir d'achat et de l'influence française dans le monde va de pair pour 72% des répondants avec le déclin de la France (ce qui représente 52% du nombre total de réponses en faveur du déclin français). En outre, le

déclin de l'influence française dans le monde est associé de manière systématique, à une majorité de répondants (entre 50 et 72%) diagnostiquant un déclin français global.

*Tableau 2 : Répartition du sentiment de déclin selon la perception du déclin du pouvoir d'achat et l'influence dans le monde*

| Pouvoir d'achat | Influence dans le monde | La France est.. | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | En progrès | ni l'un ni l'autre | En déclin | Total |
| En progrès | En progrès | 34 | 51 | 15 | 100 |
| | ni l'un ni l'autre | 29 | 50 | 21 | 100 |
| | En déclin | 6 | 44 | 50 | 100 |
| ni l'un ni l'autre | En progrès | 24 | 62 | 14 | 100 |
| | ni l'un ni l'autre | 6 | 61 | 33 | 100 |
| | En déclin | 3 | 46 | 51 | 100 |
| En déclin | En progrès | 17 | 42 | 41 | 100 |
| | ni l'un ni l'autre | 5 | 47 | 26 | 100 |
| | En déclin | 3 | 26 | 72 | 100 |

Le constat d'un déclin économique français s'opère dans un contexte d'anxiété économique forte. En effet, un quart seulement des personnes interrogées (26%) sont optimistes sur l'évolution de la situation économique de la France dans les prochains 6 mois, soit une proportion de confiance dans l'avenir économique encore plus faible qu'en juin 2004 où un tiers des Français considéraient que la situation du pays allait s'améliorer. Seuls les électeurs de la droite de gouvernement sont un peu plus optimistes (37% chez les électeurs proches de l'UMP, 33% chez ceux proches de l'UDF) mais même dans cet électorat de la majorité le pessimisme l'emporte (63% à l'UMP, 67% à l'UDF). Sans surprise, le problème le plus important est, par conséquent et sans ambiguïté, celui de l'emploi qui est cité par 56% des personnes interrogées, devant la hausse des prix (23%) et les inégalités (21%).

Autre composante de la forte anxiété économique des Français : 54% des personnes interrogées indiquent « s'en sortir difficilement » avec les revenus du foyer, et cette préoccupation touche une majorité de tous les milieux sociaux, à l'exception des professions libérales et cadres supérieurs (25%), des enseignants (28%) et des professions intermédiaires (43% tout de même). Dans la même perspective, les trois-quarts des Français interrogés (76%) pensent que leurs enfants « auront moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain ». Là aussi, ce sentiment est général dans tous les milieux sociaux et politiques. Les enjeux économiques et sociaux sont bien au cœur des préoccupations citoyennes en ce début d'année 2006.

Or la capacité du personnel politique à faire face à ces enjeux se pose avec acuité. Ainsi, presque la moitié de l'échantillon (47%) considère que le chômage a un peu ou beaucoup augmenté ces derniers temps contre moins d'un quart (23%) qu'il a un peu ou beaucoup baissé. Malgré plus d'un an de baisse des chiffres officiels du chômage, et alors même que les dernières statistiques mensuelles annoncent une baisse substantielle du chômage, l'opinion majoritaire des Français a le sentiment d'une évolution inverse. Cette disjonction met en exergue deux phénomènes.

Tout d'abord, la perte de crédibilité des annonces publiques et des informations officielles sur cette question du chômage mais pas seulement. La baisse des impôts en France suscitait par exemple dans une enquête précédente un scepticisme encore plus accentué. Ensuite, le chômage, que commentent aujourd'hui les journaux et les ministres, se définit comme le nombre des demandeurs d'emploi en fin de mois appartenant à la catégorie 1 de l'ANPE (qui en recense six au total) à savoir les personnes qui avaient travaillé moins de 78 heures dans le mois et recherchaient un travail à temps plein, en contrat à durée indéterminée. De fait, la méthodologie utilisée par tous les gouvernements, depuis près de 25 ans, pour limiter la hausse de cet indicateur ou pour le faire baisser aboutissent à l'existence d'un « chômage d'en haut » et d'un « chômage d'en bas » que nos données mettent ici en évidence. De nombreux dispositifs mis en œuvre - les travailleurs d'utilité collective (TUC) avant hier, les contrats emploi-solidarité et emploi-consolidé hier, les contrats d'accompagnement vers l'emploi et les contrats d'avenir mais aussi les conventions de reclassement personnalisé aujourd'hui – aboutissent à sortir des statistiques officielles du chômage des personnes qui se considèrent et sont souvent considérés par leur entourage comme à la recherche d'un emploi. D'où le hiatus entre le « chômage d'en haut » des statistiques officielles et le « chômage d'en bas » ressenti plus particulièrement par les populations qui y sont confrontées directement ou par l'intermédiaire de leur famille ou de leurs voisins. Ainsi entre 55 et 60 % des familles d'ouvriers, employés ou de chômeurs interrogés considèrent que le chômage a plutôt augmenté en France. En revanche, ce sentiment ne rassemble environ qu'un tiers (entre 30 et 39%) des personnes relevant d'autres catégories sociales (agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise, professions libérales, cadres supérieurs, enseignants et professions intermédiaires).

Cette perception de la situation socio-économique est associée de manière systématique avec le sentiment d'un déclin français. Ainsi, le sentiment de déclin varie avec la perception de la tendance récente du chômage : lorsque les personnes interrogées perçoivent une diminution de celui-ci, 44% d'entre elles considèrent la France en déclin ; quand elles considèrent qu'il a beaucoup augmenté, la proportion des « déclinistes » atteint 66%.

De même, selon que les individus sont assez optimistes, assez pessimistes ou très pessimistes sur la situation économique de la France dans les six prochains mois, la proportion de « déclinistes » progresse passant de 30% à 57% puis 71%. Enfin, plus les personnes s'en sortent difficilement avec les revenus de leur foyer, plus elles mettent en avant le déclin français : de 41% pour ceux qui déclarent s'en sortir très facilement à 59% pour ceux qui s'en sortent très difficilement. Globalement le déclin s'inscrit bien dans une crise du « modèle social » français. Une certaine France davantage précaire, en difficulté et inquiète le ressent avec une acuité nettement plus prononcée. Les plus pessimistes sur la conjoncture économique française sont ainsi sur-représentés parmi les tenants du déclin du système de santé, de la solidarité dans la société mais aussi du pouvoir d'achat. Il existe bien une différence entre les tenants plus aisés d'un déclin « d'en haut » qui plaide en faveur de réformes structurelles de l'économie pour que la France garde son rang dans la compétition internationale et les tenants plus populaires – les plus nombreux - d'un déclin « d'en bas » qui expriment leur crainte à l'égard de la précarisation du monde du travail et de leur niveau de vie.

***La mondialisation et le modèle français en question***

Derrière la question du déclin, on retrouve le rapport à la globalisation, que ce soit le déclin « de droite » qui met en avant la perte de compétitivité de l'économie française au regard des

autres acteurs économiques nationaux, ou le déclin « de gauche » qui se focalise sur les conséquences de l'ouverture économique sur le tissu socio-économique de l'Hexagone. Mais le terme mondialisation est polysémique. De quoi parle-t-on quand on l'utilise ? Est-ce uniquement l'économie qui est en jeu ? Après tout, la mondialisation c'est aussi la facilitation et l'augmentation des mouvements de populations, la confrontation aux autres cultures et modes de vie. D'une certaine manière, l'Europe est aussi une ouverture au-delà des frontières nationales. Cette multidimensionnalité de la mondialisation renvoie à une question d'importance à l'égard du devenir de la politique française. Il a été avancé notamment au moment du rejet référendaire du traité constitutionnel européen que les « non » de gauche et de droite se rejoignaient autour d'un double rejet de l'ouverture : rejet économique, d'une part, fondé sur l'anti-libéralisme et rejet « nationalo-centré », d'autre part, fondé sur la xénophobie. Qu'en est-il vraiment ? Les attitudes à l'égard des dimensions de la mondialisation forment-elles bien un seul et même rejet de l'ouverture quelle qu'elle soit ?

*Tableau 3 : Les attitudes à l'égard des mondialisations*

| | Une chance parce qu'elle lui ouvre des marchés et la pousse à se moderniser | Un danger parce qu'elle menace les entreprises et son modèle social | Ni l'un ni l'autre | Total |
|---|---|---|---|---|
| Pour la France, la mondialisation est… | 24 | 46 | 30 | 100 |

| Pour chacun des domaines suivants, la France | En tire profit | En souffre | Ni l'un ni l'autre | Total |
|---|---|---|---|---|
| La mondialisation des échanges économiques | 25 | 42 | 33 | 100 |
| La mobilité croissante des travailleurs dans l'UE | 18 | 41 | 41 | 100 |
| La construction européenne | 27 | 41 | 32 | 100 |
| La mobilité croissante des travailleurs dans l'UE | 23 | 34 | 43 | 100 |
| Le mélange des cultures | 35 | 30 | 35 | 100 |

Le déclin et les difficultés économiques de la France prennent incontestablement sens dans le cadre de la mondialisation, dont 46% des répondants estiment qu'elle est, pour le pays, « un danger parce-qu'elle menace ses entreprises et son modèle social ». En effet, 60% de ceux qui pensent que la mondialisation est un danger ont également le sentiment d'un déclin français. Partager ce dernier s'accompagne également à 52% de l'approbation de la mondialisation comme danger.

C'est à gauche et parmi ceux qui n'ont pas de préférence partisane que cette crainte de la mondialisation est la plus répandue (46% et 51% contre 33% seulement chez ceux qui ont une préférence partisane de droite) et plus souvent à droite que la mondialisation est perçue comme une chance (38% contre seulement 21% à gauche et 17% chez les « sans préférence partisane »). L'analyse des diverses facettes de la mondialisation met en évidence deux différences en rapport avec le clivage gauche-droite. D'une part, les sympathisants de l'UDF et de l'UMP sont les plus positifs sur la mondialisation des échanges économiques : Ils sont respectivement 29% et 36% à penser que la France en tire profit alors que seuls 25% des sympathisants socialistes et 15% de ceux du Parti communiste le pensent. Mais cela ne doit

pas faire oublier que même à l'UDF et à l'UMP, une majorité relative d'électeurs considèrent que la France souffre de cette mondialisation des échanges économiques (36% et 39%). Ainsi, la résistance à la mondialisation économique transcende les clivages politiques. D'autre part, pour ceux qui se sentent proches d'un parti de droite ou « sans préférence partisane», le mélange des cultures est moins perçu comme un avantage qu'à gauche (33% et 30% des électeurs de droite ou sans préférence partisane considèrent que « la France tire profit du mélange des cultures dans nos sociétés », 43% des électeurs de gauche pensent de même).

Ces différences ne sont pas sans intérêt puisque c'est en premier lieu l'opinion sur la mondialisation des échanges économiques qui sous-tend le jugement sur la mondialisation en général. Le tableau ci-dessous confirme la prégnance de la dimension économique dans le jugement sur la mondialisation. Lorsque l'on estime que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, la mondialisation est toujours en premier lieu perçue comme un danger. Cependant, le refus de la mondialisation comporte également une dimension culturelle indéniable. En effet, quelle que soit la position sur la mondialisation des échanges économiques, lorsque la France est perçue comme souffrant du mélange des cultures, la mondialisation est également d'abord considérée comme un danger.

*Tableau 4 : Répartition de l'opinion sur la mondialisation selon la perception de la mondialisation des échanges économiques et du mélange des cultures.*

| Mondialisation des échanges économiques | Mélange des cultures | Mondialisation | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | une chance | ni l'un ni l'autre | un danger | Total |
| tire profit | tire profit | **51** | 28 | 21 | 100 |
| | ni l'un ni l'autre | **39** | 29 | 32 | 100 |
| | en souffre | 32 | 22 | **46** | 100 |
| ni l'un ni l'autre | tire profit | 26 | **42** | 32 | 100 |
| | ni l'un ni l'autre | 17 | **48** | 34 | 100 |
| | en souffre | 22 | 31 | **47** | 100 |
| en souffre | tire profit | 18 | 24 | **58** | 100 |
| | ni l'un ni l'autre | 13 | 27 | **61** | 100 |
| | en souffre | 16 | 17 | **67** | 100 |

L'importance des dimensions économique et culturelle et de leur effet différencié selon l'orientation politique est particulièrement soulignée par l'expérimentation de deux intitulés relatifs à la mobilité. Ainsi, la France souffre de la « mobilité croissante des individus » pour 29% des sympathisants de partis de gauche et 21% des « sans préférence partisane ».

Par contre, la France souffre de la « mobilité croissante des travailleurs » pour 41% des sympathisants de gauche et 50% des « sans préférence partisane ». En comparaison, les inquiétudes liées à la mobilité des populations sont stables à droite et chez les centristes (avec une baisse sensible des opinions positives néanmoins pour ces derniers). Ainsi, ce résultat met en évidence le dilemme entre fermeture économique et ouverture culturelle dans cette partie de l'électorat et des tensions qu'il génère. Il met aussi en relief la prégnance du rejet des différents types de migrations, à droite notamment.

*Une ou plusieurs attitudes à l'égard de la mondialisation*

Quand on analyse les structures des réponses sur les différentes dimensions de la mondialisation, on constate deux phénomènes.

En premier lieu, les attitudes à l'égard de la mondialisation des échanges et de la construction européenne sont fortement liées. C'est également le cas quand les individus avaient à se prononcer sur les migrations de travail. Les trois attitudes procédant d'un même rejet ou d'une même adhésion. D'une certaine manière, l'Europe n'a donc pas d'existence spécifique comme rempart à la mondialisation et se retrouve prise dans une dimension de fermeture ou d'ouverture économique. Cette attitude de fermeture est le propre des « non alignés », les plus sujets aux craintes économiques, gauche et droite constituent des catégories intermédiaires et ce sont les centristes qui s'avèrent le plus ouverts à cette question. Néanmoins, la distinction entre « France d'en bas » et « d'en haut », entre « perdants » et « gagnants » économiques, semble plus heuristique. C'est parmi les catégories populaires et chez les personnes peu diplômées que la globalisation effraie le plus. C'est parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures et les diplômés du supérieur que la mondialisation économique est la moins crainte. Mais l'effet de l'appréciation de la conjoncture, reflet de l'anxiété économique, sur la perception de la mondialisation est également particulièrement saisissante. Plus la conjoncture est perçue négativement, plus la mondialisation est considérée comme un danger. Ainsi, un tiers seulement de ceux qui pensent que le chômage a diminué appréhende la mondialisation comme un danger, contre 60% de ceux qui considèrent que le chômage a beaucoup augmenté. De même, moins d'un tiers des personnes assez optimistes sur la situation économique de la France dans les six mois qui viennent voit dans la mondialisation un danger contre les deux tiers des « très pessimistes ».

En second lieu, la mobilité des individus et le mélange des cultures forment un deuxième facteur d'analyse spécifique. Autrement dit, fermeture économique et fermeture « culturelle » ne sont pas deux attitudes qui se recoupent exactement. Il y a bien des groupes qui cumulent les deux, notamment parmi la droite populaire et les « non alignés ». Certains groupes socio-politiques font doublement preuve d'ouverture, économiquement et culturellement, notamment parmi les centristes et les personnes diplômées à droite. Mais à gauche, rejet de la mondialisation économique ne va pas forcément de pair avec rejet culturel, pour preuve, les sans-diplômes de gauche sont proches des bacheliers de droite : respectivement 32% et 37% d'entre eux considèrent que la France tire profit du mélange des cultures. Les titulaires d'un diplôme du secondaire de gauche sont même plus ouverts culturellement que ces mêmes bacheliers (42%).

*Mondialisation et réformes du « modèle français »*

Face au déclin français, au pessimisme conjoncturel et au chômage de masse, comment s'organisent les opinions des Français sur les enjeux auxquels fait face l'économie française dans la mondialisation économique ? Le modèle français fait l'objet de nombreux désaccords mais également de remises en cause contradictoires. Certains l'estiment trop protecteur et favorisant l'assistanat et le chômage volontaire, quand d'autres, à l'inverse, s'indignent de son démantèlement progressif au détriment des Français les plus en difficulté. De même, les entreprises françaises sont considérées d'une part comme corsetées par trop de réglementations au détriment du dynamisme de l'économie française. Et d'autre part, les critiques sont fréquentes quant à l'absence ou l'insuffisance des contrôles sur les entreprises en ce qui concerne, par exemple, le recours aux contrats précaires (intérim, CDD), la légitimité des licenciements, le respect du temps de travail ou bien encore le niveau et l'évolution des rémunérations. Bien évidemment, la question de la flexibilité est également au cœur des interrogations sur l'adaptation de l'économie française à la mondialisation mais également des interrogations sur les moyens de résorber le chômage français.

L'approbation différenciée de la phrase « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » est une première illustration du clivage socio-économique qui traverse la société française. En effet, si 58% des répondants approuvent cette opinion, leur répartition est éminemment variable selon les positions politiques. En effet, les sympathisants de gauche réfutent majoritairement l'idée d'un chômage volontaire (60%) alors que les centristes (57%), les sympathisants de droite (73%) et les non alignés (63%) l'approuvent. Ce résultat est symptomatique d'une des dimensions centrales de la controverse intense autour du modèle français : y a-t-il une « préférence pour le chômage » en France articulée autour d'un Etat providence particulièrement protecteur incitant au chômage choisi ?

De même, le rapport à l'entreprise fait débat au sein de l'électorat français. L'idée que l'Etat accorde plus de liberté aux entreprises, approuvée par 63% des répondants, est massivement appuyée au centre (74%), à droite (82%) et parmi les non alignés (66%) mais refusée à gauche à hauteur de 57%. A gauche, l'entreprise reste majoritairement un objet de suspicion et n'est pas considérée comme un partenaire, par la force des choses ou par choix, pour défendre l'emploi dans un contexte concurrentiel international. Les résultats de notre questionnement axé sur le chômage et la flexibilité accréditent cette conclusion. De nouveau, les sympathisants de gauche se distinguent avec deux tiers de répondants en accord avec l'idée qu'il est possible de diminuer le chômage en maintenant les droits actuels (contre un tiers). Les répondants du centre, de droite et les « non alignés » reconnaissent majoritairement qu'une plus grande flexibilité est nécessaire pour résorber le chômage. Les réponses à ces deux questions sont étroitement liées : la nécessité de plus de flexibilité passe de 70% lorsque l'on est tout à fait d'accord avec le fait que l'Etat devrait donner plus de liberté aux entreprises à 30% pour ceux qui ne sont pas du tout d'accord avec cette idée. Pour la gauche, les délocalisations et « licenciements boursiers » accréditent vraisemblablement une perception des entreprises comme voulant instrumentaliser les libertés ou la flexibilité qui leur seraient concédées à leur seul profit et à celui de leurs actionnaires plutôt qu'au bénéfice de l'emploi et du pays. Dans les autres familles de l'électorat, les failles du système français et sa nécessaire adaptation aux nouvelles conditions de l'économie globalisée sont prévalentes.

Loin du consensus, la question de la responsabilité du chômage, de ses solutions et du libéralisme économique continuent de constituer des clivages saillants du jeu politique

français. Les sympathisants de gauche se distinguent clairement du reste de la population par leur méfiance vis-à-vis de l'entreprise et des libertés qui lui seraient octroyées, par leur rejet de la flexibilité et de la « mise en cause » des chômeurs. De ce point de vue, à gauche, l'attachement à la préservation du « modèle social » français semble particulièrement fort quand les souhaits de changement de ce dernier sont très prononcés dans le reste de l'électorat.

Au-delà, comment les attitudes vis-à-vis de la mondialisation, concernant le modèle français et celles relatives au libéralisme culturel s'articulent-t-elles dans l'électorat ? Pour ce faire, nous avons mené une analyse hiérarchique simultanément en termes de libéralisme économique et de libéralisme culturel sur l'ensemble de l'électorat[5]. Elle met en évidence trois groupes d'inégale importance. Le premier, le plus important rassemble 56% de l'échantillon et peut être qualifié comparativement de « libéral » au sens économique et culturel. Le second regroupant 16% des effectifs est composé de personnes aux opinions anti-mondialistes et culturellement conservatrices (les « anti-mondialistes conservateurs »). Les individus les plus libéraux économiquement et conservateurs culturellement composent la dernière catégorie (26% de l'échantillon dénommés ci-dessous comme « libéraux conservateurs »).

*Tableau 5 : Répartition de l'électorat selon les questions mesurant les libéralismes économique et culturel*

| % accord | libéraux | anti-mondialistes conservateurs | libéraux conservateurs |
|---|---|---|---|
| En sécurité nulle part | 27 | 51 | 58 |
| Les chômeurs pourraient trouver du travail | 52 | 47 | 78 |
| Rétablissement de la peine de mort | 6 | 51 | 94 |
| Trop d'immigrés en France | 34 | 79 | 81 |
| L'Etat devrait financer la construction de mosquées | 38 | 8 | 15 |
| Plus de liberté pour les entreprises | 66 | 10 | 89 |
| Vote des étrangers | 80 | 47 | 46 |
| Il faut plus d'ouverture pour la France | 56 | 23 | 29 |
| Il faut plus de protection pour la France | 19 | 44 | 48 |
| Mondialisation est un danger | 34 | 71 | 56 |
| On s'en sort difficilement | 46 | 65 | 64 |
| **% total** | **56** | **16** | **26** |

Il est intéressant de noter que ces trois catégories ne recoupent pas les clivages politiques traditionnels (gauche, droite, centre, « non alignés ») mais au contraire les scindent bien que de manière inégale. Elles permettent de distinguer au sein de chaque famille politique leur

[5] L'analyse hiérarchique est une méthode statistique visant à établir une typologie des électorats. A partir d'une série de questions choisies par le chercheur, elle permet de déterminer des « profils » de réponses rassemblant plusieurs groupes d'individus en fonction de la similitude des opinions qu'ils ont émises. Pour établir cette classification nous avons sélectionné les questions reproduites dans le tableau 5. Celles-ci sont des indicateurs permettant de mesurer le degré de libéralisme ou d'anti-libéralisme économique des individus (attitude à l'égard du chômage, de la mondialisation, de la flexibilité, précarité économique) ou le libéralisme culturel, entendu comme l'ensemble des enjeux « culturels » qui font aujourd'hui débat en France (ethnocentrisme, anxiété sécuritaire, multiculturalisme).

degré d'éclatement sur ces questions et de comprendre comment s'organisent les attitudes vis-à-vis de la mondialisation. De ce point de vue, la gauche et les « non alignés » sont dominants parmi les « anti-mondialistes conservateurs » qui associent un fort niveau d'anti-libéralisme économique (10% seulement des anti-mondialistes conservateurs sont favorables à plus de liberté pour les entreprises) et considèrent à 71% la mondialisation comme un danger. Ce groupe est également marqué par une intolérance prononcée vis-à-vis des immigrés (79% considèrent qu'il y a trop d'immigrés). Ce niveau est d'ailleurs comparable à celui des « libéraux conservateurs » qui, eux aussi, estiment majoritairement (56%) que la mondialisation est un danger, bien qu'ils soient sur des positions économiquement plus libérales (89% en faveur de plus de libertés pour les entreprises et 78% approuvant le fait que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment). Dans le groupe des « libéraux » (à double titre), composé de la part la plus importante de la gauche, du centre, de la droite et des « non-alignés », la mondialisation n'est à l'inverse considérée comme un danger que par un tiers des répondants. Au-delà des clivages internes à chaque famille politique, cette approche souligne à quel point le conservatisme culturel et l'anti-libéralisme sont à la source des attitudes négatives vis-à-vis de la mondialisation.

***Les ressorts de la tentation protectionniste***

Si la mondialisation est majoritairement appréhendée comme un danger pour des raisons diverses mais convergentes, quand on demande aux Français si la « France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui » ou bien si elle doit « se protéger davantage », la tentation protectionniste reste minoritaire (31%) alors que l'ouverture est privilégiée par 43% des Français. Bien que cette tendance isolationniste soit patente, elle dément la thèse d'un « vertige social-national » qui saisirait l'ensemble du pays. Cette tentation est un peu plus faible à gauche et au centre (25%) et plus forte à droite (34%) et parmi les « non alignés » (36%). Le désir d'ouverture sur le monde est d'égal niveau à gauche, au centre et à droite (autour 48%). Les « non-alignés » se distinguent avec seulement 36% d'opinions en faveur de l'ouverture et constituent ainsi la seule famille où l'ouverture ne prime pas sur la fermeture.
Comprendre la tentation protectionniste nécessite une analyse approfondie. En effet, celle-ci n'est pas simplement la réponse à la crainte de la mondialisation sinon la nécessité de protéger la France du monde serait majoritaire et d'abord soutenue par la gauche. Il convient donc de confronter plusieurs hypothèses sur ses causes et d'en apprécier les conséquences politiques. Le souhait d'une France mieux protégée est-il le simple fruit de l'anxiété économique ou puise-t-il en premier lieu sa source dans le clivage ouvert-fermé, ce clivage fondé sur les enjeux culturels (immigration, autorité, xénophobie) et sur lequel le FN a prospéré ? Face à cet enjeu, comment s'articule alors le clivage gauche-droite dans l'électorat français ?

Socialement, les personnes « s'en sortant » difficilement avec les revenus du foyer sont les plus enclines à la protection. Elles constituent les deux tiers des « protectionnistes » et se recrutent d'abord parmi les plus faiblement diplômés (85% ont un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat) ainsi que parmi les employés et les ouvriers. Les ouvriers constituent le seul groupe dans lequel les « protectionnistes » sont les plus nombreux. Enfin, le souhait de plus de protection croît régulièrement avec l'âge. La seule catégorie de la population où les protectionnistes dominent est celle des plus de 65 ans (40%). Seul un cinquième des 18-34 ans est pour plus de protection contre d'un tiers des 35-64 ans.

La tentation protectionniste se nourrit des fortes craintes concernant la mobilité des travailleurs et dans une moindre mesure des individus, de la construction européenne ainsi que du mélange des cultures dans les composantes protestataires des électorats. Cependant,

cette tentation ne se fonde pas uniquement sur des questions économiques et renvoie également à l'appréhension d'enjeux sociétaux significatifs de la dimension ouvert/fermé.

Certes, le refus de la mondialisation constitue bien l'une des sources de la tentation protectionniste. Parmi ceux pour qui la mondialisation est un danger, le groupe le plus important (44%) est favorable à plus de protection. Et ceux-ci constituent l'essentiel des personnes (deux sur trois) qui souhaitent plus de protection. Cependant, la seule opposition au libéralisme économique n'est que faiblement explicative de la tentation protectionniste. Par exemple, les personnes favorables à plus de liberté pour les entreprises sont présentes en égale proportion parmi les partisans de plus d'ouverture ou de plus de protection vis-à-vis du reste du monde.

Ainsi, la tentation protectionniste s'explique de manière plus large par le clivage ouvert/fermé. C'est en effet parmi les groupes les plus autoritaires et xénophobes que le besoin de protection et le rejet de l'ouverture sur le monde sont les plus forts. Ainsi, plus on est d'accord avec le fait qu'il y ait trop d'immigrés en France, plus on refuse l'ouverture au monde. D'ailleurs, près des trois-quarts des protectionnistes sont plutôt ou tout à fait d'accord avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France. De même, les « protectionnistes » constituent le groupe prévalent (43%) parmi les personnes d'accord avec le fait qu'il y ait trop d'immigrés en France.

Pour expliquer la tentation protectionniste, les deux facteurs étudiés, parfois convergents, se conjuguent. Mais lequel est dominant actuellement dans l'opinion française ? L'analyse hiérarchique exposée précédemment combinant libéralisme économique et libéralisme culturel met en lumière que c'est le positionnement sur le second qui prévaut pour expliquer l'attitude de la France vis-à-vis du reste du monde. Ainsi, les « libéraux » économiquement et culturellement sont les plus favorables à l'ouverture sur le monde (56%) et les moins protectionnistes (19%). A l'inverse, les « conservateurs », qu'ils soient « anti-mondialistes » ou « libéraux », se différencient clairement. Le désir de protection y atteint respectivement 48% et 44% contre 29% et 23% en faveur de l'ouverture. Dans les deux groupes où le sentiment d'insécurité est le plus fort, le rejet des immigrés maximal et l'approbation du vote des étrangers minimal, la tentation protectionniste atteint son apogée. Le conservatisme culturel apparaît ainsi structurer plus fortement la tentation protectionniste que le libéralisme économique favoriser l'ouverture au monde.

## *Conclusion*

Les deux sources, économique et culturelle, de la tentation protectionniste sont inégalement présentes à droite et à gauche. Néanmoins, elles dessinent des lignes de clivage à l'intérieur même de la droite et de la gauche. Elles partagent aussi profondément les « non-alignés » et de manière plus atténuée les centristes. Elles atténuent la prépondérance du clivage droite-gauche. En effet, d'une part, les bases économiques du clivage droite-gauche perdent une partie de leur pertinence au profit des enjeux liés à l'immigration, de l'insécurité et de l'autoritarisme. Mais d'autre part, ces enjeux constituent de nouveaux clivages internes à la droite et à la gauche. Ainsi, comme le met en évidence le tableau ci-dessous, la gauche et le centre se composent aux deux tiers d'individus plutôt « libéraux » économiquement et culturellement. Par contre, à droite, la répartition est plus équilibrée entre « libéraux » (47%) d'une part et « libéraux conservateurs » (39%) d'autre part. Les « anti-mondialistes conservateurs » présents dans tous les électorats culminent à gauche et parmi les « non

alignés ». Sans surprise, ce dernier groupe est le plus hétérogène. Cependant, le clivage autour du libéralisme culturel (49% libéraux contre 48% conservateurs) est aussi prégnant parmi les « non-alignés » qu'à droite (47% libéraux contre 50% conservateurs). Ce clivage est moins fort à gauche (31%) sans être pour autant absent. Par contre, la difficulté de la gauche est de devoir faire face à un second clivage autour du libéralisme économique sensiblement plus important qu'à droite.

*Tableau 6 : Composition des différents positionnements politiques selon le clivage ouvert/fermé*

| | libéraux | anti-mondialistes conservateurs | libéraux conservateurs | Ensemble |
|---|---|---|---|---|
| Gauche | **68** | 18 | 14 | 100 |
| Centre | **64** | 11 | 24 | 100 |
| Droite | **49** | 11 | 40 | 100 |
| non-alignés | **49** | 18 | 31 | 100 |

En avril 2006, l'espace politique français est toujours fractionné selon le rapport au libéralisme économique d'une part et au libéralisme culturel d'autre part. Selon les thématiques, les proximités des différentes composantes du jeu politique varient. Le croisement des différentes positions politiques avec les trois groupes organisés selon le clivage ouvert/fermé dessine donc un paysage politique particulièrement morcelé.

*Tableau 7 : Répartition de l'électorat selon les positions politiques et le clivage ouvert/fermé*

| % total | libéraux | anti-mondialistes conservateurs | libéraux conservateurs |
|---|---|---|---|
| Gauche | 19 | 5 | 4 |
| Centre | 10 | 2 | 3 |
| Droite | 10 | 2 | 8 |
| Non-alignés | 19 | 7 | 11 |

Du fait de cette situation, la capacité de rassemblement des partis de gouvernement et de leurs candidats est problématique. Pour emporter l'élection, il faut rallier à la fois une masse critique d'électeurs mais aussi les votes marginaux et décisifs, en provenance plus particulièrement des « non-alignés » mais également des groupes électoraux minoritaires de son camp.

*Tableau 8 : Proportion de « vote probable » selon le positionnement politique et le clivage ouvert/fermé*

| % vote probable | Besancenot | Laguiller | Buffet | Voynet | Royal | Bayrou | Sarkozy | De Villiers | Le Pen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| gauche libérale | **34** | **22** | **27** | **22** | **72** | 14 | 10 | 4 | 3 |
| gauche anti-mondialiste & conservatrice | **34** | **30** | **32** | **13** | **71** | 17 | 20 | 4 | 7 |
| gauche libérale & conservatrice | **27** | **37** | **23** | **16** | **58** | 16 | **32** | **18** | **28** |
| centre libéral | 10 | 7 | 6 | **10** | **45** | **52** | **56** | 7 | 2 |
| centre anti-mondialiste & conservateur | **21** | **19** | 2 | **12** | **46** | **36** | **54** | **29** | **20** |
| centre libéral & conservateur | 9 | **20** | **13** | 8 | **37** | **42** | **70** | **18** | **25** |
| droite libérale | 4 | 4 | 2 | 4 | 15 | **24** | **83** | **18** | 10 |
| droite anti-mondialiste & conservatrice | 9 | 3 | 2 | 3 | 18 | **23** | **73** | **26** | **40** |
| droite libérale & conservatrice | 3 | 4 | 2 | 3 | 14 | **23** | **82** | **40** | **44** |
| non-alignés libéraux | **18** | **17** | **13** | **14** | **47** | **25** | **37** | 10 | 9 |
| non-alignés anti-mondialistes & conservateurs | **15** | **19** | **13** | **10** | **45** | **21** | **46** | **19** | **29** |
| non-alignés libéraux & conservateurs | **16** | **18** | **14** | **10** | **37** | 18 | **56** | **22** | **38** |

Le tableau 8 démontre plusieurs phénomènes. Tout d'abord, la campagne est loin d'être cristallisée. Même si des hiérarchies entre candidats se dessinent, plusieurs votes restent possibles. Ensuite, on remarque bien comment le clivage ouvert / fermé travaille les oppositions traditionnelles au sein des électorats, avec notamment le profit que pourraient tirer Jean-Marie Le Pen et, dans une moindre mesure Philippe de Villiers, d'une campagne axée sur ces enjeux. Parmi les « non-alignés » le vote pour le président du FN passe de 9% chez les « libéraux » à 38% parmi les « libéraux conservateurs ». A droite, en fonction de la manière dont se marient ces variables du libéralisme économique et du libéralisme culturel, son potentiel électoral passe de 10% à 44%, au centre de 2% à 25%. Même la gauche n'est pas épargnée puisque la tentation de l'extrême droite y touche 28% des « libéraux conservateurs ». La probabilité d'un vote Philippe de Villiers progresse parallèlement mais elle n'atteint le niveau du vote potentiel de Jean-Marie Le Pen qu'à droite.

Enfin, à l'heure actuelle, deux candidats en position privilégiée dans les sondages, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy réussissent à peu près la gageure de rassembler leur camp respectif, même si la première semble plus faible parmi les « libéraux conservateurs » de gauche tandis que le second trouve ses plus forts soutiens parmi les « libéraux économiquement » qu'ils soient ou non conservateurs. La dynamique de la campagne électorale remettra-t-elle en cause

ces convergences à droite et à gauche ou au contraire les confortera-t-elle ? Pour les candidats hors PS et UMP, l'enjeu décisif est en effet bien évidemment de désolidariser les différents blocs au sein des grandes familles politiques et de conquérir une partie de l'électorat non-aligné, et ce bloc semble bien être le moins « fixé » politiquement. Chacun des candidats peut y trouver une partie des suffrages qui pourraient s'exprimer en sa faveur dans moins d'un an. Reste que ces « non alignés » constituent un bloc où la défiance à l'égard des partis traditionnels est omniprésente. Il se pourrait donc bien que la tentation des extrêmes ou la protestation abstentionniste au premier tour soient leurs choix privilégiés.

Sylvain BROUARD & Vincent TIBERJ